



Land Issues in the Mediterranean Countries

Editorial

Cosimo Lacirignola (CIHEAM Secretary General a.i.)

Quels résultats pour le réseau FONCIMED au cours du triennal 2010-2013 ?

Omar Bessaoud, Melanie Réquier-Desjardins (CIHEAM-IAM Montpellier)

Mediterranean Region: too many people too little land

Pandi Zdruli, Nicola Lamaddalena (CIHEAM-IAM Bari)

La transition albanaise vue par le foncier

Fatmir Guri (EC-Joint Research Center, Institute for Prospective Technological Studies, Seville, Spain)
Anne-Marie Jouve (Pôle foncier de Montpellier, membre du réseau Fonciméd)

Desert development and agribusiness in Egypt: making land (and money) a commodity

Marion Dixon (Cornell University, New York, USA)

Crises politiques au Proche-Orient : le soubassement de la question foncière

Pierre Blanc (Bordeaux Sciences Agro et Sciences-Po Bordeaux, France)

Sustainable land management in Turkey

Erhan Akcan (Adiyaman University, Vocational School, Turkey)
Selim Kapur, Somayyeh Razzaghi Miavaghi (University of Cukurova, Turkey)

L'exploitation familiale menacée par les sociétés agricoles en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Gisèle Vianey (France International Expertise Foncière)

Soil resource information system and its implications for land management in Morocco

Rachid Bouabid (National School of Agriculture of Meknes, Morocco)
Mohammed Badraoui, Riad Balaghi (National Institute for Agronomic Research, Rabat, Morocco)
Mouanis Lahlou (Institute of Agronomy and veterinary Medicine Hassan II, Rabat, Morocco)

Greece: Agro-pastoral over-exploitation and its implications in Messara Valley

Ioannis N.Daliakopoulos, Ioannis K.Tsanis (Technical University of Crete, Greece)

The main drivers of land degradation in Lebanon

Mouin Hamze, Talal Darwish (National Council for Scientific Research, Lebanon)

Oasis au Maghreb : ressources, politiques publiques et stratégies paysannes

Yves Guillerrou (Université de Toulouse 3, France)

Land management in Italy and consequences on soil qualities and functions

Edoardo A.C Costantini (CRA-ABP Agrobiology and Pedology Research Centre, Italy)
Carmelo Dazzi (University of Palermo, Italy)

Land Degradation, land use and soil erosion: the case of Montenegro

Velibor Spalevic (University of Montenegro)
Milic Curovic (University of Montenegro)
Ivan Simunic (University of Zagreb, Croatia)
Morteza Behzadfar (Tarbiat Modares University, Tehran, Iran)
Vjekoslav Tanaskovic (Ss.Cyril and Methodius University, Skopje, FYROM)

Portugal: evaluation of factors and parameters for runoff and erosion modeling

Paulo Brito da Luz, Tiago Brito Ramos, Sara Rodrigues (National Institute for Agrarian and Veterinary Research, Portugal)

Tunisie : inégalités de genre pour l'accès à la terre dans la région de Gafsa

Abdallah Ben Saad (Institut National de la Recherche Agronomique de Tunisie)

Land indicators in the Mediterranean area

Farah Oneissi (CIHEAM, General Secretariat)

Activities in the MAI's



Enjeux fonciers en Méditerranée : quels résultats pour les travaux du réseau FONCIMED au cours du triennal 2010-2013 ?

Omar Bessaoud

Enseignant-chercheur, CIHEAM-IAM-Montpellier



Mélanie Requier-Desjardins

Enseignant-chercheur, CIHEAM-IAM-Montpellier



Le réseau FONCIMED créé en 2007 par le CIHEAM-IAM Montpellier et l'INRA SAD (Institut National de la Recherche Agronomique, Département Sciences pour l'Action et le Développement) d'Avignon et de Corte (Corse) a eu pour fondement une volonté de mutualiser les connaissances acquises par ces deux institutions dans le domaine du foncier agricole et de coopérer étroitement avec d'autres organismes de recherche méditerranéens.

Il réunit un collectif de chercheurs, de doctorants et de partenaires professionnels travaillant dans des centres de recherche, de formation et dans des administrations en charge du foncier à l'échelle méditerranéenne.

Objectifs globaux et spécifiques du réseau

L'objectif global du réseau FONCIMED est d'explorer les changements dans les usages des ressources naturelles (terres et eau) induits par les politiques publiques. Une trentaine de chercheurs et de « développeurs » dans 10 pays de la région méditerranéenne (Albanie, Algérie, France, Grèce, Liban, Maroc, Tunisie, Espagne, Portugal et Turquie) contribuent aujourd'hui à la production d'une réflexion collective basée sur un partage d'expériences multidisciplinaires et collaboratives.

Sur la période 2011-2013, les objectifs spécifiques du réseau ont porté, d'une part, sur le suivi des politiques et des actions qui ont exercé un impact sur le foncier rural et péri-urbain, et d'autre part, sur la caractérisation de ces impacts en termes de changements dans les modes d'appropriation et/ou les formes contractuelles d'accès à la terre ou à l'eau agricoles.

Les contextes socio-politique et économique qui ont prévalu au nord de la Méditerranée (crise économique et financière) et au sud (bouleversements politiques et révolutions) ont conduit le réseau à s'interroger à la fois sur les conflits fonciers qui ont été réactivés à la faveur des crises, de même que sur les stratégies d'adaptations des acteurs dans l'usage de la ressource foncière, en milieu rural (Tunisie, Algérie, Maroc) comme péri-urbain (Grèce, France, Maroc).

Deux rencontres internationales du réseau se sont déroulées sur la dernière période 2011- 2013.

- La première, en octobre 2011 a été organisée à Cargese (Corse) sur la thématique de l'accaparement des terres en Méditerranée ; cette rencontre a été combinée avec une école « jeunes chercheurs » pour promouvoir et accompagner les doctorants méditerranéens dans le domaine ;
- La seconde, tenue en juillet 2013 a eu lieu à Montpellier sur le thème des « Configurations foncières contractuelles et actions publiques en Méditerranée » ; elle a associée également les chercheurs et doctorants du réseau, des professionnels et responsables d'Offices (Office National des terres Agricoles, Algérie) ou d'Administrations agricoles (Maroc).

Une publication dans la revue du CIHEAM, *Option Méditerranéenne*, regroupant les interventions des deux séminaires est en cours de préparation. Un suivi des publications internationales et des articles de recherche publiés sur la thématique du foncier en Méditerranée est par ailleurs réalisé par le centre de documentation du CIHEAM-IAM Montpellier de façon continue depuis 2011.

Des recherches contextualisées

Les questions de société qui ont émergé dans un contexte marqué par les crises alimentaire et financière de 2007-2008, le phénomène d'accaparement des terres à l'échelle mondiale et en Méditerranée, les bouleversements politiques et les tensions socio-politiques qui se sont exprimées dans le monde arabe, ont conféré une plus grande légitimité scientifique à l'existence d'un réseau foncier en Méditerranée. Il suffit de rappeler que les revendications portant sur un accès moins inégalitaire aux ressources naturelles, de même que les accaparements abusifs de terres par des nationaux ou des fonds d'investissements étrangers vont s'exprimer dès le lendemain de la révolution tunisienne (Gana, 2012).

Les questions foncières ont été au cœur des enjeux de développement agricole et rural et de sécurité alimentaire et sociale de la région, et si les travaux du réseau ont en majorité porté sur le sud de la Méditerranée, ils ont pu également mettre en évidence des proximités avec des études foncières produites sur la rive nord. En Méditerranée, le réseau fait le constat de dynamiques foncières fortes, avec des transformations historiques quasiment inédites. Au sud, on a pu observer :

- Un processus d'érosion et d'effacement de la paysannerie traditionnelle avec un morcellement, une dégradation foncière, une pression démographique forte sur les ressources, et l'absence depuis 50 ans de réformes foncières requalifiant la place et le rôle des exploitations familiales ;
- L'irruption de mécanismes de marché où la terre est devenue un capital comme un autre qui circule. Le capital privé se porte acquéreur, pas forcément issu du milieu agraire, accaparement et investissement encouragés par des politiques foncières (concessions foncières en Tunisie et au Algérie, partenariat public-privé au Maroc) ;
- Une accélération des processus de dégradation des ressources naturelles, (eau, forêts et sol) ;

- L'irruption dans les débats publics de la question des conflits fonciers liés à la concurrence des acteurs, à la dégradation des ressources naturelles ainsi qu'à la crise économique et politique des pays méditerranéens ;
- L'affirmation d'une question foncière dans les zones péri-urbaines avec des formes plus aiguës d'expression des concurrences et une redécouverte des questions environnementales.

Même si les processus en cours sont plus anciens dans les pays du Nord (effacement du modèle familial) et même si la puissance publique encadre les changements observés, l'on note en Méditerranée que l'accès à la ressource foncière fait souvent obstacle à l'installation en milieu rural, et que si les agriculteurs demeurent les principaux gestionnaires de cette ressource rare ; « l'agriculture ne touche plus terre » car la concurrence pour son accès s'accroît. Ces situations de crise et de compétition dont font l'objet les actifs fonciers induisent de la part des acteurs sociaux des stratégies d'adaptation aux politiques de régulation conduites par la puissance publique aux différentes échelles.

Les changements dans l'accès aux ressources foncières

Le phénomène de « l'accaparement » foncier s'est imposé comme aux chercheurs du réseau à la suite d'un mouvement récent d'achat de foncier rural par des entreprises privées et des investisseurs institutionnels dans les pays du sud.

L'ouverture au capital privé national ou international constitue une innovation majeure: il convient d'en mesurer les effets dans la gestion foncière et d'en caractériser les conséquences économiques, sociales et environnementales. Fait inédit au Maghreb, si la terre a toujours changé de main (tout au moins dans ses usages), les processus d'individualisation des terres collectives et de privatisation des terres publiques ont pris une dimension nouvelle au cours de ces dernières décennies. Comme partout dans le monde, un « pôle » représenté par des entreprises agricoles modernes contrôlées par de nouveaux acteurs sociaux issus des villes ou des campagnes, prospère et dispute aujourd'hui terres, eau, argent et capital social aux agricultures familiales et de subsistance qui dominent les mondes agricoles et ruraux au Maghreb.

Les recherches conduites par le réseau FONCIMED ont également questionné l'actualité et la résilience des agricultures paysannes face aux défis des trois crises mondiales (alimentaire, financière et environnementale). Si l'année internationale de l'agriculture familiale en 2014 remet sur le devant la scène l'importance et le rôle des agricultures familiales dans la résilience du monde rural, les réformes foncières attendues doivent corriger à l'avenir des modes d'allocation de la ressource foncière et réduire ainsi des concurrences sur les destinations foncières des terres agricoles souvent défavorables à l'exploitation familiale. Car les terres sont désormais perçues comme réserve de valeur ; elles font l'objet de transactions et de marchandages de toute nature, de partages négociés ou imposés par la force, d'occupations et d'accaparements. Les accaparements portent aujourd'hui essentiellement sur le « collectif » ou les terres du domaine privé de l'Etat.

En moins de trois décennies, les systèmes d'élevage de ces régions ont ainsi connu des profondes mutations qui portent sur plusieurs aspects dont le plus important est la régression des organisations coutumières, le développement des inégalités sociales ainsi qu'une dégradation des ressources naturelles.

Des recherches empiriques du réseau mettent en évidence ces dynamiques économiques et sociales fortes déployées à la fois sur les terres du domaine privé de l'Etat et sur les terres collectives. Une grande partie de ces redistributions de grande ampleur des terres réalisées en Méditerranée se fait sur la base d'une incertitude sur la nature des droits de propriété collectifs, ou plutôt sur le présupposé que les terres collectives étaient sans propriétaires. Elles analysent le processus d'ascension de groupes sociaux portés par ces dynamiques (paysannerie/agriculteurs issus des groupes bénéficiaires de l'usage des terres publiques, entrepreneurs des villes et des campagnes), ainsi que les conséquences sociales (salarisation, paupérisation) et écologiques (dégradation des ressources).

Le référentiel théorique mobilisé par la recherche pour interpréter les processus fonciers en cours s'inspirent des approches institutionnelles et néo-institutionnalistes (North, 1990) ou de celles d'Ostrom (1990) pour les droits d'usage sur les périmètres irrigués. Ces recherches s'appuient également sur les travaux empiriques portant sur les configurations contractuelles dans d'autres pays (Amérique latine) où des réformes foncières privatisant le droit d'usage du sol – public ou de statut public - ont fait suite aux réformes agraires d'inspiration socialiste.

Les approches en termes de *tenance reversy* montrent par exemple que dans les rapports contractuels entre le propriétaire ou les exploitants agricoles et les locataires, le locataire par sa maîtrise du processus de production et par son accès aux ressources naturelles détient un pouvoir de décision de plus en plus important sur la terre qu'il valorise, au détriment des petits propriétaires et exploitants qui louent leur terre (Colin, 2003).

Les recherches portant sur les dynamiques foncières et les modes de mobilisation de la ressource foncière par les acteurs du monde rural méditerranéen ont ainsi croisé un champ de recherche portant sur les questions environnementales. La préservation des espaces agricoles et naturels sous pression (de la ville, de la conservation environnementale, de la concurrence avec d'autres usages...), et la prise en compte des contraintes environnementales dans les pratiques agricoles ont été fortement interrogées.

De nouvelles interrogations sur les effets de l'action publique et les formes contractuelles

Les questions de recherche investies par les chercheurs du réseau se sont appuyées sur deux hypothèses majeures, concernant deux évolutions majeures à l'œuvre dans la région :

- Les mutations et la complexification des modes d'action publique affectant de façon directe et indirecte les modalités d'appropriation des terres et de l'eau en Méditerranée, aux échelles locale, nationale et internationale ;
- Les stratégies individuelles ou collectives des populations rurales pour aménager leur espace et sécuriser leurs droits sur les ressources, évoluant également dans les pays étudiés ; dans le même temps, les recherches faisaient le constat que les législations foncières n'avaient pas réussi faire évoluer au cours de ces cinquante dernières années les statuts juridiques, et qu'elles se heurtaient, dans les pays du Sud en particulier, aux mêmes difficultés que celles rencontrés par les pouvoirs coloniaux dans leur tentative de modernisation.

Ces tendances n'étant évidemment pas indépendantes les unes des autres, des rétroactions entre évolution de l'action publique et stratégies individuelles génèrent également une évolution spécifique dans les formes de mobilisation de la ressource. Il y a un jeu de relations de fait qui va de l'informel à l'institutionnalisation, parfois au travers de dynamiques sociales conflictuelles, qu'il est utile d'interpréter et d'analyser dans un objectif d'efficacité de la relation entre configurations foncières contractuelles et actions publiques en Méditerranée.

Les politiques foncières se caractérisent par une complexité liée à l'empilement de lois successives qui engendrent de fait localement des stratégies inédites et différenciées de défense du foncier agricole par les acteurs socio-économiques (cas de l'Algérie et de la France), difficilement contrôlables par l'autorité publique. Enfin, les Etats qui mettent aujourd'hui en concession leur domaine national dans des contextes spécifiques (Algérie, Maroc et dans une moindre mesure Tunisie) n'ont que peu de recul, sur les impacts à venir d'une part, sur les ressources naturelles, et d'autre part, sur les formes d'agriculture (petites exploitations familiales en particulier).

Conclusion

Ainsi, les mesures et les dispositions foncières contenues dans les politiques publiques agricoles, comme l'évolution des préférences individuelles (prévalence des solutions de marché) semblent favoriser des comportements et des stratégies d'acteurs qui ont engendré de nouvelles configurations contractuelles dans les modes d'accès aux ressources (*tenance reversy*). Elles ont favorisé l'émergence de nouveaux acteurs, concurrents des populations agricoles et rurales dans la course aux terres et à l'eau. De nouveaux rapports de force sont créés et de nouvelles relations se tissent entre la ville et la campagne. Des alliances stratégiques génèrent des coalitions qui font pression et, parfois, contraignent l'action publique au changement ; l'enjeu étant le contrôle de l'accès à la terre et à l'eau. La forte mobilisation de la ressource foncière dans des logiques de marché se fait dans les pays du sud de la Méditerranée, au prix d'un bouleversement du paysage social des campagnes et d'une perte de contrôle sur les terres par la paysannerie traditionnelle, voire même sa sortie du secteur agricole.

Au Nord, les outils de protection du foncier agricole mis en place pour limiter le mitage des espaces agricoles et l'artificialisation des terres, notamment dans les milieux péri-urbains, ont conduit de fait à l'exclusion des petits producteurs au bénéfice d'une agriculture plus capitaliste et entrepreneuriale (France). D'autres logiques sont à l'œuvre dans des pays touchés fortement par la crise (Grèce) dans lesquels des revendications sociales et économiques se manifestent via des innovations organisationnelles pour garantir un accès au foncier agricole, y compris en milieu péri-urbain et dans une logique d'adaptation à la crise et de sécurisation alimentaire en autosubsistance. La question du foncier agricole ne se réduit plus à l'analyse du secteur agricole. Elle est désormais instruite et explorée en lien avec des problématiques rurales et urbaines, situant la ressource que constitue le sol agricole à la confluence de politiques agricoles, environnementales et d'aménagement des territoires.

Le réseau FONCIMED a in fine cherché à s'adapter aux évolutions du contexte méditerranéen pour favoriser la production de données scientifiques sur les dynamiques en cours et les échanges d'expériences entre communautés de chercheurs et de développeurs.

La prochaine rencontre FONCIMED se tiendra à Athènes en octobre 2014, co-organisée par l'Université d'Athènes, le CIHEAM-IAM Montpellier et l'INRA-Sad. Elle vise à approfondir la démarche d'analyses croisées et le dépassement des différences régionales nord sud vers l'examen de convergences situationnelles et de lignes de forces perceptibles en deçà et au-delà de l'espace régional. La thématique choisie « *Gouvernance territoriale des crises et pressions foncières en zones agricoles et périurbaines: Investissements à grande échelle et conflits sociaux et environnementaux* » s'inscrit d'ores et déjà dans la poursuite des travaux engagés à Cargèse et à Montpellier.

La prochaine session fait écho au retour remarqué du thème de la sécurité alimentaire dans les institutions nationales et internationales (Déclaration d'Alger du 6 février 2014 des ministres de l'agriculture des pays membres du CIHEAM lors de leur 10^{ème} réunion, FAO, Banque mondiale, G20, etc.) qui font de l'utilisation des sols agricoles et des modèles productifs à promouvoir une question politique de grande actualité. Le développement de nouvelles formes de ruralités et la croissance urbaine dans toutes les régions méditerranéennes, les rapports nouveaux entretenus par les sociétés avec les paysages et les espaces ruraux confèrent aux enjeux fonciers des dimensions nouvelles aux recherches foncières.

Ces mutations interpellent également ceux qui ont la responsabilité d'encadrer et de réguler l'usage des terres agricoles par de nouvelles normes. Elles confirment les ambitions du réseau FONCIMED qui inscrit volontairement son action dans la nécessité de renouveler les approches théoriques et méthodologiques portant sur la question foncière, de les nourrir par des analyses empiriques de terrain et de les mettre au service de politiques publiques adaptées aux besoins de nos sociétés.

Bibliographie / Plus d'informations

- Bensaad A., Abaab A., Bourbouze A., Elloumi M., Jouve A-M., Sghaier M., (2010) *La privatisation des terres collectives dans les régions arides tunisiennes : contraintes socio-économiques et impact sur l'environnement. Cas de la région de Tataouine, Sud tunisien*, in AFD-Comité foncier et développement. Mars 2010.
- Bessaoud, O (2013) ., *La question foncière au Maghreb : la longue marche vers la Privatisation*, Revue du CREAD, n°103, Alger, pp. 17-46
- Colin, J-P Editeur scientifique (2003) *Figures du métayage. Etude comparée des contrats agraires au Mexique*. IRD Editions. Paris
- Elloumi M., et Jouve A-M, (direction), (2003). *Bouleversements fonciers en Méditerranée. Des agricultures sous le choc de l'urbanisation et des privatisations*, coédition CIHEAM-Karthala, Paris, 384 p.
- Gana A., (2012) « *Agriculteurs et paysans : nouveaux acteurs de la société civile et de la transition démocratique en Tunisie ?*», in Observatoire Tunisien de la Transition Démocratique.
- Hervieu B., Purseigle F., (2009), « *Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation* », in *Etudes rurales-2009/1 (n° 183)*
- Jouve A.-M. (coord.), Ben Saad A., Napoleone C., Paoli J.-C. (2010). *Manuel gouvernance foncière et usages des ressources naturelles*. 392 p. FONCIMED- AFD. Montpellier
- Ostrom E., (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge University Press.
- North D., (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.



10th meeting of the Ministers of Agriculture of CIHEAM's Member Countries *Algiers (Algeria), 6 February 2014*

The ministers of agriculture of the 13 member states of CIHEAM, or their representatives, held their 10th meeting, in Algiers on February 6 2014. Organised by Algeria at the invitation of H.E. Abdelwahab NOURI, the Algerian Minister of Agriculture and Rural Development, this meeting took place in the presence of many representatives of international organisations, including the General Director of FAO. The discussions focused on the sustainable food security in the Mediterranean Basin.

In the official declaration adopted, the ministers and head of delegations recalled that a holistic approach and a strengthened Mediterranean cooperation are needed when dealing with food security. They requested the Mediterranean countries to implement national and regional policies to develop agriculture, agrifood and rural areas, together with ecologically and socially responsible food strategies while operating a shift towards a sustainable rural development model. These issues were largely addressed during the international technical seminar on rural development held the day before (4 and 5 February 2014 in Algiers) and co-organised by Algeria and CIHEAM-MAI Montpellier.

As regards to international organisations, they recommended in particular that the European Union confirm its commitment to Mediterranean agriculture, food and rural territories by continuing to support research and cooperation work through the ENPARD initiative, the Horizon 2020 Programme, or the 185 article on research and innovation. They also wished for the European Union, the FAO and CIHEAM to examine the idea of defining a common strategic cooperation agenda designed to support these fields.

The ministers and head of delegations requested in particular that CIHEAM ensure greater coherence and operational linkage between cooperation, research and innovation projects such as ENPARD, ARIMNET2, MED-AMIN, MEDSPRING and ERANETMED). They also proposed for CIHEAM to strengthen instruments and networks that are in a position to promote and encourage the mobility of researchers and experts, foster innovation and the pooling of information on good practice between rural players, including young farmers. They finally expressed their recognition for the efforts made by CIHEAM over the past few years, and stated their willingness to strengthen its capacity and sustainably support its action, calling, through this organisation, for a new agricultural and food diplomacy in the Mediterranean.

